

Contribution pour la conférence nationale du PCF 10 et 11 avril  
AG Section Comminges

A l'unanimité les camarades exposent que la situation n'est plus du tout celle de 2012 ni celle de 2017 : nous ne pouvons plus laisser passer l'occasion de faire nos propositions qui sont originales :

- Renationalisations dont les autoroutes, l'énergie, le rail, le secteur bancaire
- Sécurisation des parcours professionnels : sécurité emploi formation
- Transition écologique et nucléaire. Pas d'écologie conciliable avec le capitalisme.

Plusieurs insistent sur un programme, des propositions concrètes qui nous identifient.

Il faudra affirmer quelques propositions fortes pour le monde agricole qui est en détresse de tous points de vue.

La question essentielle c'est d'être utile à la transformation sociale et démocratique : devant la situation critique de la jeunesse, des étudiants, des personnes âgées, des chômeurs et précaires, il faut donner un espoir d'amélioration, de changement et mobiliser. Faire la différence.

La méfiance vis-à-vis des partis politiques ne nous épargne pas, la candidature communiste doit mobiliser tous ceux et toutes celles qui sont dans les luttes : dans les entreprises (EDF par exemple), dans la culture, les femmes, les défenseurs des droits, etc.

On ne peut pas ignorer le risque d'une victoire du RN. Mais la tactique de nous effacer dès le départ a montré son inefficacité. Nous avons conscience que nous ne ferons pas un score extraordinaire mais nous devons présenter un candidat pour présenter un projet original dans le débat politique national. Donner à voir une perspective de changement de société, dire ce que serait une société communiste, loin des solutions de peur et de rejet des autres.

Nous nous distinguer des autres candidats, y compris de la FI sur CSG, sur nucléaire, sur responsabilité du patronat dans l'emploi, et surtout sur fonctionnement quand on est élu : quand on les voit à l'œuvre dans les collectivités, c'est aberrant. Deux exemples récents en Occitanie : vote en opposition sur l'attribution d'ordinateurs aux lycéens au prétexte qu'il vaut mieux des livres, en opposition au soutien à la langue régionale...

Quant-aux Verts, ils sont gonflés de l'espoir de gagner des places sans soutenir la gauche.

Enfin, vu depuis notre région, les manœuvres proposées pour finir par faire disparaître notre parti derrière d'autres candidatures nous paraissent motivées par une forme d'arrivisme de nos camarades « parisiens » qui ne voient que par la lorgnette de leur entourage politique loin de la réalité des forces sur le terrain « en Régions » comme on dit là-bas.

Nous devons nous appuyer sur notre expérience, sur la force militante d'un parti de 100 ans qui a apporté beaucoup à la société française.

Une nouvelle adhérente précise qu'elle a fait sa démarche d'adhésion non pas pour suivre d'autres partis, mais parce que le parti communiste c'est différent, et qu'il faut qu'on le fasse entendre.

Notre présence dans l'élection présidentielle qui est un moment clef de la vie politique en France - encore plus dans la situation de crise politique, économique sociale et sanitaire actuelle - doit alimenter le débat d'idées à gauche mais aussi permettre de renforcer notre audience. Preuve que c'est une bonne solution, Fabien Roussel vient de faire la Une du Figaro. On parle de lui, on parle de nous, du communisme, d'une autre société possible.

Et nous n'acceptons pas d'être coincés dans le duel Le Pen Macron. En effet les sondages montrent déjà que Mélenchon candidat unique serait à 15%, alors que les scores ajoutés des différentes candidatures de gauche arriveraient à 27%. Il faut travailler à partir de ces premiers retours d'opinion aussi.

Finalement, il y a aussi deux interventions sur le choix du candidat. Ces camarades expriment leur préférence pour André Chassaigne, du moins pour une personnalité « charismatique ». Non que les qualités de Fabien Roussel soient remises en cause mais ne nous interdisons pas de balayer l'ensemble des possibilités qui nous permettraient d'être plus « médiatisables »

Ce que dit aussi clairement l'assemblée générale, c'est qu'on doit être présents à la présidentielle ET aux législatives. Nous sommes coincés dans le système et le calendrier électoral. Il paraît saugrenu de présenter un candidat et un projet communistes qui se distinguent de tous les autres partis à la présidentielle et simultanément de négocier des accords dans les circonscriptions. Et tout cas, si on va vers des accords, cela ne peut se concevoir qu'après l'élection présidentielle. Alors on donnera à nos directions un mandat pour préparer des unions et avoir le maximum de députés possible.